L'ONU dénonce le projet britannique d'expulsion des migrants illégaux au Rwanda

@rib News,Â 19/02/2024Â â€“ Source AFP Le projet de loi du gouvernement britannique visant Ã expulser des migrants illÃ©gaux au Rwanda porte atteinte aux principes fondamentaux des droits humains, a affirmÃ© l'ONU lundi. "Les effets combinÃ©s de ce projet de loi, qui tente de soustraire l'action du gouvernement Ã l'examen juridique habituel, vont directement Ã l'encontre des principes fondamentaux des droits humains", a dÃ©clarÃ© le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker TÃ¼rk, dans un communiquÃ©.

Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak a fait de ce projet le socle de sa politique de lutte contre l'immigration clandestine et espÃ¨re pouvoir le mettre en application avant les Ã©lections lÃ©gislatives prÃ©vues cette annÃ©e. Mi-janvier, il l'a qualifiÃ© de "prioritÃ© nationale urgente". Le projet de loi a Ã©tÃ© rÃ©digÃ© en rÃ©ponse Ã la Cour suprÃªme britannique jugÃ© illÃ©gal d'envoyer des migrants au Rwanda, estimant que le pays ne pouvait Ãªtre considÃ©rÃ© sÃ»r pour eux. AdossÃ© un nouveau traitÃ© entre Londres et Kigali, le texte dÃ©finit le Rwanda comme un pays tiers sÃ»r et empÃªche le renvoi des migrants vers leurs pays d'origine. Mais ce projet trÃ¨s controversÃ© est critiquÃ© aussi bien par le chef de l'Eglise anglicane que par les Nations unies. Et la semaine derniÃ¨re, une commission parlementaire britannique a jugÃ© le projet "fondamentalement incompatible" avec les obligations du pays en matiÃ¨re de droits humains. Cette commission s'inquiÃ¨te en particulier de "l'obligation pour les tribunaux de considÃ©rer le Rwanda comme un pays 'sÃ»r' et de la limitation de l'accÃ¨s aux tribunaux pour faire appel des dÃ©cisions". Le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme critique aussi le fait que le projet rÃ©duise "considÃ©rablement la capacitÃ© des tribunaux Ã examiner les dÃ©cisions d'expulsion", et demande qu'il soit rÃ©examinÃ© Ã la lumiÃ¨re des prÃ©occupations soulevÃ©es par la commission. "J'exhorte le gouvernement britannique Ã prendre toutes les mesures nÃ©cessaires pour garantir le plein respect des obligations juridiques internationales du Royaume-Uni et pour prÃ©server la fiÃ¨re histoire du pays en matiÃ¨re de contrÃ´le judiciaire efficace et indÃ©pendant", a indiquÃ© M. TÃ¼rk. "Une telle position est aujourd'hui plus vitale que jamais", a-t-il insistÃ©. Le projet divise au sein mÃªme du parti conservateur, des Ã©lus ayant critiquÃ© le texte, alors que d'autres ont rÃ©clamÃ© un durcissement. Ces derniers avaient tentÃ© en vain de l'amender avant son adoption par les dÃ©putÃ©s.